

UGTA : grand déballage et odeur de soufre

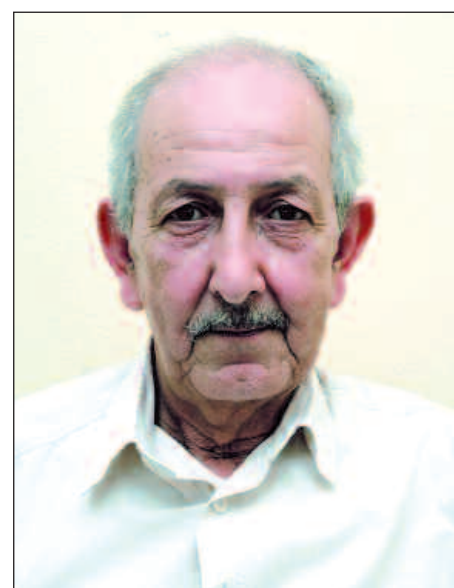
En se présentant à la tribune pour le laïus traditionnel, que dira Sidi Saïd afin de se dédouaner des accusations qui lui sont imputées ? L'opportunité est sans doute bonne pour faire de la communication même si la solennité de ce rendez-vous annuel commence réellement à lui peser dans la mesure où tout ce qu'il dira et fera en cette circonstance sera scruté à la loupe. Violemment ciblé ces temps derniers, ce secrétaire général est effectivement contraint de faire, à la fois, profil bas tout en sollicitant les soutiens bruyants de «fédéraux» de l'UGTA. Il est vrai que son interminable magistère à la tête de l'organisation est perçu comme la plus grande dérive qu'a eu à connaître historiquement le syndicalisme algérien. Or, ce ne sont certainement pas les motions de soutien d'une caste de fidèles qui suffiront à améliorer le crédit de cette organisation ni le forçage pour sauver le soldat Sidi Saïd qui rendra meilleure sa présence sur le front social. Le malaise chronique qui la ronge depuis des années est aujourd'hui à l'origine de violentes escarmouches suivies d'une tentative de coup de force en interne. D'ailleurs, les procédés d'un certain sénateur putschiste ne sont guère respectables, pas plus que le recours à la pression et aux chantages ne permettent de faire d'un certain Sidi Saïd une victime.

Aussi loin que l'on remonte dans son itinéraire personnel (SG à partir de février 1997), il est difficile de trouver la trace de la plus petite audace dans ses calculs. Inapte à s'opposer aux diktats antisociaux de la gouvernance, il fut très tôt protégé par le pouvoir qui en fit l'interlocuteur-alibi. C'était donc cette instrumentalisation qui porte, pour la première fois, le nom de son agent au point de jeter le trouble sur la totalité de l'organisation. Depuis pratiquement 15 années, Sidi Saïd «him self» ne puise le peu de légitimité qui lui est octroyée qu'à travers la comédie des tripartites. Un seul exemple suffirait pour rappeler la cruelle dépendance qui scella sa propre carrière

aux seules péripéties politiques du pouvoir. Elle date précisément de 2005. C'était justement à un semblable 24 février de l'année en question qu'allait s'esquisser le projet de la privatisation du secteur pétrolier dont Chakib Khelil était le maître d'œuvre. Sous les chaleureux applaudissements de la claqué convoquée à cet effet, Sidi Saïd fera l'éloge de l'abandon de la souveraineté énergétique du pays en qualifiant, sans sourciller, la future loi de «nouvel élan pour le domaine stratégique qui ne remet guère en question la souveraineté nationale» (sic). Outre le fait que ce terrible plaidoyer allait émouvoir des milliers de travailleurs du secteur tout autant que l'opinion nationale, il disqualifiera également le personnage. Certes, il se raviserait plus tard mais seulement lorsque le président de la République admettra en personne que cette stratégie présentait plus de périls que d'avantages. Un aveu qui en dit long sur son extrême dépendance vis-à-vis des feuilles de route du pouvoir. A l'inverse, il n'eut de cesse de discréditer l'émergence des courants syndicaux alternatifs. Il mit autant de constance haineuse à combattre leur existence jusqu'à trouver «légitime» la traque orchestrée par la puissance publique qui traita le syndicalisme naissant de pratique illégale.

En acceptant, par carriérisme d'ailleurs, de demeurer plus près de la maison du pouvoir que de la chaumière de l'ouvrier, c'est toute une génération de syndicalistes que l'on avait pourrie en leur octroyant des avantages statutaires tout à fait immérités et en leur permettant l'accès prioritaire à l'énorme fonds social exclusivement contrôlé par l'UGTA. Ce sont justement ces nouveaux cols blancs du syndicalisme qui, depuis quelques jours, se sont érigés en «milice» interne pour défendre le secrétaire général au moment où la désertification syndicale est en train de réduire l'UGTA à un sigle qui résonne à vide. C'est, par conséquent, sur ce déclin qu'il était urgent de se pencher bien avant

que ne vienne à l'ordre du jour la contestation visant la personne de Sidi Saïd. Autrement dit, la question de fond à laquelle les syndiqués de l'UGTA auraient dû s'attaquer exigeait au préalable que l'on placarde cette classe de «professionnels» qui, durant la décennie passée, contrôlèrent et les fédérations et les unions de wilaya et même les unions locales. Leur nécessaire mise à la retraite s'impose pour peu que la base sociale, toujours encartée, accepte d'assumer ce qui doit ressembler à une campagne d'épuration. Une sorte de révolution copernicienne qui remet au centre de l'arbitrage la sélection par les urnes au niveau de tous les paliers pour ensuite débattre dans des assises nationales de la rédaction de nouveaux statuts. Ceux qui fixeront clairement les contours idéologiques mais également les règles de l'alternance au sujet des mandats électifs. Et si jusque-là rien de cela n'a été évoqué aussi bien parmi ceux qui jouent aux exorcistes pour dire que l'UGTA se porte bien grâce à son secrétaire général et les autres qui prétendent sauver de la faillite l'organisation en désignant à la vindicte le «père» de la dérive. C'est parce que tous, sans exception, sont compromis dans le bilan désastreux des quatre mandats de celui-ci. Vindictifs à souhait, leurs réquisitoires font justement abstraction des rôles qu'ils eurent à jouer personnellement en qualité de «compagnons de route» qu'il faut parfois le remplacer par le vocable peu respectueux de «complices» afin de mieux mesurer leurs accointances collectives dans tout ce qui s'est décidé. Aussi est-il difficile d'accorder un quelconque crédit à ce genre de chasse aux sorcières lorsqu'on a soi-même bâti une carrière en bénéficiant du coup de main de ce malin de Sidi Saïd... Plutôt que d'assumer leur responsabilité dans l'effondrement de la maison, ils ont préféré dresser des bûchers à leur parrain d'hier. Certes, celui-ci mérite bien plus qu'un procès politique, seulement il est impensable que ceux qui ont par-



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

ticipé, à ses côtés, à la dévitalisation des luttes syndicales se présentent aujourd'hui dans la toge de procureurs. Personne ne peut, en effet, affirmer qu'il aurait été le seul à mener, par exemple, les douteuses opérations anti-démocratiques en s'acharnant sur les courants autonomistes. Même si les volets sensibles de la politique relevaient de son pré carré, l'on est en droit de se demander pour quelle raison la CEN s'est toujours alignée docilement sur les positions du secrétaire général. C'est-à-dire, sans faire d'objection, lorsqu'ils sont convaincus d'une possible dérive antisyndicale. Pour preuve, le point d'orgue de la complaisance avec le pouvoir ne fut-il pas atteint en 2009 après le viol de la Constitution ? Et si une telle bérézina a été possible, c'est qu'ils étaient en grand nombre à vouloir faire du mammoth syndical un marchepied pour ensuite emprunter l'ascenseur politique. A l'heure des grands déballages, ce qui compte surtout c'est de trancher d'abord la tête qui dépasse. Alors Sidi Saïd est-il une victime ? Pas tant que ça, quand bien même il innove en confiant à la presse son blues de «grand patriote mal compris».

B. H.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam



Forza Dèzédie !

Haddad ! Un parcours ...

...100 fautes !

Et c'est là que tu te rends compte que la justice n'est pas libre. Oui ! Je ne crains pas de le dire et de l'écrire, la justice italienne n'est pas autonome, encore moins indépendante ! La preuve ? Eh bien, elle est là la preuve : le tribunal de Milan relance l'affaire Khelil, Bedjaoui, consorts et consortiums compris ! C'est franchement intolérable de voir comment les magistrats italiens sont ainsi, publiquement, au vu et au su de tout le monde, à la botte de leur conscience même pas tourmentée d'hommes de loi. C'est écœurant, franchement écœurant de constater que l'abnégation professionnelle guide chacun de leurs actes, de jour, comme de nuit. C'est révoltant de noter que leurs téléphones servent à exiger d'entendre des personnes dans des dossiers lourds sans avoir besoin

de passer par la chancellerie, ou pis, par le Premier ministre ou le président du Conseil, ou par un quelconque «call-center», centre d'appels. Et là, scandalisé que ça puisse se passer comme ça dans cette partie bottée de la planète, pris d'un irrésistible sentiment de solidarité agissante envers les Italiens, tu te poses la question que tout être sensible se doit de poser : jusqu'à quand ce peuple frère devra ainsi supporter une justice indépendante ? Combien de temps encore l'Italie restera tributaire de juges probes et n'agissant pas sur recommandations téléphonées ? Je n'ai pas de réponse à cette interrogation angoissante. Je bénis juste cette chance inouïe que nous avons de vivre dans notre belle Principauté, contrée mythique où la justice n'est pas malmenée comme elle l'est en Italie. Forza Dèzédie ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.